

Grâce à la libéralisation croissante des échanges et des marchés financiers, fruit de près de six décennies de coopération et de négociations internationales – grâce aussi à l'évolution rapide des techniques, à l'efficacité accrue des communications et à des moyens de transport plus efficaces –, les transformations économiques et politiques qui se produisent dans un pays se répercutent souvent à l'échelle internationale. Les mouvements transfrontaliers de biens et services, de capitaux, d'information et de personnes ont engendré un degré élevé d'interdépendance – bref, la mondialisation. Lord Keynes avait déjà évoqué cette notion :

Un Londonien pouvait, en dégustant son thé du matin dans son lit, commander par téléphone les produits variés de toute la planète en quantité voulue, et raisonnablement s'attendre à les voir bientôt déposés à sa porte... Et par-dessus tout, cet état de chose lui paraissait normal, fixe et permanent – sauf qu'on pouvait bien sûr y apporter des améliorations – et toute déviation était aberrante, scandaleuse et évitable.

Bien que ces lignes aient été écrites il y a près d'un siècle, le message n'a guère changé. Non seulement la mondialisation est-elle capable de produire des résultats bénéfiques, mais elle le fait effectivement – et le Canada en profite. Le commerce est en effet l'un des principaux véhicules de la mondialisation; or, peu de pays peuvent se targuer d'égaliser la performance du Canada en la matière, y compris ses partenaires du G7.

Les chiffres sont éloquentes. Le Canada exporte actuellement environ 45 % de son PIB, proportion qui se situe à 17 % en moyenne pour les pays du G7. Ses importations représentent à peu près 40 % de son PIB, par rapport à une moyenne de 14 % pour le G7. Un emploi sur quatre au Canada dépend directement ou indirectement des échanges commerciaux, et les emplois dans les secteurs économiques où le commerce occupe une place importante commandent des salaires nettement supérieurs, en moyenne, à ceux qu'on trouve dans les secteurs davantage axés sur le marché intérieur.

